



Mission régionale d'autorité environnementale

Ile de France

**Décision déléguée de dispense d'évaluation environnementale  
de la modification du plan local d'urbanisme  
d' Herblay-sur-Seine (95)  
après examen au cas par cas**

**n°MRAe IDF-2021-6387**

## **La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,**

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 relatifs à l'évaluation environnementale et ses articles L.153-36 à L.153-48 relatifs aux procédures de modification des plans locaux d'urbanisme ;

Vu la décision du Conseil d'État n° 400420 en date du 19 juillet 2017 annulant les articles R. 104-1 à R. 104-16 du code de l'urbanisme issus du décret du 28 décembre 2015, en ce qu'ils n'imposent pas la réalisation d'une évaluation environnementale dans tous les cas où, d'une part, les évolutions apportées au plan local d'urbanisme par la procédure de la modification et, d'autre part, la mise en compatibilité d'un document local d'urbanisme avec un document d'urbanisme supérieur, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés du 11 août 2020, du 6 octobre 2020 et du 11 mars 2021 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable d'une part et l'arrêté du 24 août 2020 portant nomination du président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe d'Île-de-France adopté le 19 novembre 2020 et publié au bulletin officiel du ministère de la transition écologique le 1<sup>er</sup> décembre 2020 ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Herblay-sur-Seine en vigueur ;

Vu la demande relative à la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale de la modification du PLU de Herblay-sur-Seine, reçue complète le 12 mai 2021 et consultable sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France;

Vu la délibération du 18 mai 2021 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France donnant délégation à François Noisette, pour statuer sur le présent dossier ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France effectuée le 6 juillet 2021;

Considérant que la procédure de modification, telle que présentée dans le dossier de saisine et dont les principales caractéristiques sont consultables sur le site internet de la MRAe, a notamment pour objectif de :

- corriger des erreurs matérielles :

- repositionnement des étoiles représentant les bâtiments remarquables dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et le règlement graphique ;
- passage de la parcelle BS 501, classée en UCo au PLU en vigueur, en zone UE2 ;
- intégration de la parcelle AW 395, classée en zone 2AU au PLU en vigueur, en zone UR1 ;
- actualiser les annexes sanitaires avec les dernières données relatives à la distribution et à la consommation d'eau potable ;

Considérant que le rapport de présentation, le règlement graphique et écrit, ainsi que les OAP sont modifiés pour prendre en compte ces corrections ;

Considérant que le classement de la parcelle AW 395 en zone UR1, identifiée comme une dent creuse, entraîne une ouverture à l'urbanisation de 3 668 m<sup>2</sup>, dans un secteur déjà densifié ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière et que cette ouverture à l'urbanisation n'aura donc pas d'incidences significatives sur l'environnement ;

Considérant que la présente décision ne préjuge pas des suites qui pourraient être données aux éventuelles saisines de l'autorité environnementale pour les projets sur le territoire concerné par la procédure, en application de l'article R.122-7 du code de l'environnement, ni aux saisines de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas tel que prévu à l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la modification du PLU de Herblay-sur-Seine n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine ;

Décide :

Article 1<sup>er</sup> :

La modification du plan local d'urbanisme (PLU) de Herblay-sur-Seine n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles la procédure de modification du PLU de Herblay-sur-Seine peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU de Herblay-sur-Seine est exigible si les orientations générales de cette modification viennent à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public et sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Fait à Paris, le 9 juillet 2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,  
Le membre délégué,



François Noisette

### **Voies et délais de recours :**

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut pas faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

### **Où adresser votre recours gracieux ?**

Monsieur le président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France  
DRIEAT/ SCDD/ DEE  
12, Cours Louis Lumière – CS 70 027 – 94 307 Vincennes cedex

### **Où adresser votre recours contentieux ?**

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).